

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Crise au sein de l'OPEP : l'histoire se répète?

Par Marc-Antoine Dumont, économiste

Le désaccord grandissant entre les membres de l'OPEP+ quant à maintenir, diminuer ou augmenter le niveau production de pétrole a ravivé les craintes d'une nouvelle crise au sein du cartel. Si l'on y ajoute le départ de l'Angola du groupe ainsi que l'entente de production plus laxiste pour le premier trimestre de 2024, l'OPEP+ semble tracer le même chemin qui a mené aux crises de 1985, 2008, 2015 et 2020. Ce *Point de vue économique* explore donc les conséquences potentielles d'une dispute menant à une chute abrupte des cours pétroliers. Bien que tous les producteurs seraient touchés, les États-Unis et le Canada devraient mieux braver la tempête grâce à quelques avantages, soit la production de cycle court, une meilleure résilience et le renflouement de la réserve pétrolière stratégique américaine. Une dispute au sein de l'OPEP+ risquerait ainsi de braquer les membres du groupe entre eux plutôt qu'envers les États-Unis, comme ce fût le cas lors de la crise de 2014-2015.

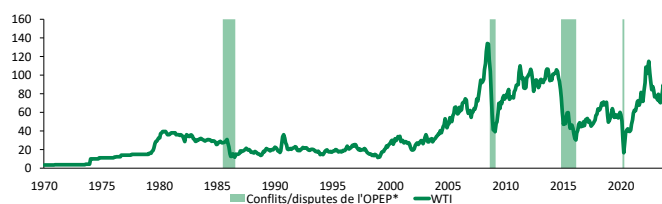
Un peu d'histoire

On dénombre quatre épisodes notables durant lesquels l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a soit suspendu, soit ignoré ses propres accords de production (graphique 1). Le premier, et le plus marquant pour l'Arabie saoudite, a été l'effondrement des cours pétroliers dans les années 1980. L'instabilité des prix et de l'approvisionnement de pétrole, causée par la révolution iranienne (1979) ainsi que par la guerre entre l'Iran et l'Iraq (1980-1988) qui a suivi, a provoqué un sursaut des prix qui a entraîné un recul de la demande mondiale. L'OPEP a par la suite graduellement réduit sa cible de production afin de limiter la baisse des prix. Plusieurs membres ont toutefois triché en produisant au-dessus de leur quota et le prix du *West Texas Intermediate* (WTI) a affiché un recul de plus de 25 % entre 1980 et 1985. Contrariée, l'Arabie saoudite, qui avait sacrifié plus de parts de marché que ses partenaires afin

Graphique 1

Les tensions entre les membres de l'OPEP tendent à augmenter lorsque les prix du pétrole baissent

Prix du WTI
\$ US/baril

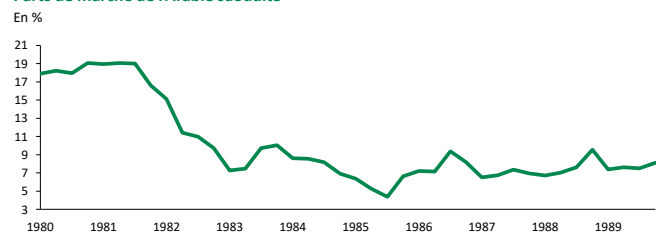


* L'OPEP devient l'OPEP+ à partir de 2016; OPEP+ : Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires; WTI : West Texas Intermediate. Datastream et Desjardins, Études économiques

Graphique 2

Lors de la crise des années 1980, l'Arabie saoudite a assumé la plus grande partie des coupes de production

Parts de marché de l'Arabie saoudite*



* Les parts de marché sont la production nationale de pétrole sur l'offre mondiale. U.S. Energy Information Administration, Oxford Economics et Desjardins, Études économiques

de stabiliser les prix (graphique 2), a décidé d'ouvrir les valves en 1985. Combiné aux difficultés économiques de l'époque, le prix du WTI a chuté de plus de 60 % entre novembre 1985 et juillet 1986.

Un autre conflit, quoique plus modeste, a éclaté à l'aube de la crise financière de 2008 alors que le cartel a voté pour abaisser sa cible de production afin de maintenir le prix au-dessus de 100 \$ US le baril. L'Arabie saoudite souhaitait toutefois réduire les prix afin de soutenir la croissance économique, qui se fragilisait, et a donc décidé d'ignorer le nouveau quota de production afin de satisfaire la demande.

C'est toutefois lors de l'effondrement des prix en 2014-2015 que l'OPEP a traversé sa plus importante crise depuis les années 1980. Après plusieurs années de stabilité des prix autour de 100 \$ US

le baril, l'offre excédentaire, principalement à cause de [la révolution du schiste](#) aux États-Unis, a provoqué une baisse des cours pétroliers au début de 2014. Même si la production totale de l'OPEP avait déjà commencé à diminuer quelques années plus tôt, les membres du cartel ont refusé de réduire davantage leur production lors de leur rencontre du 27 novembre 2014, citant des contraintes techniques ou déclarant simplement qu'il s'agissait d'un mauvais moment. L'Arabie saoudite était encore une fois mise par le reste de l'organisation dans l'inconfortable position de devoir sacrifier ses parts de marché afin de stabiliser les prix du brut. Avec les leçons des années 1980, les Saoudiens ont toutefois adopté une approche plus ferme en exigeant davantage d'effort des autres producteurs. Ce faisant, la rencontre s'est conclue sans accord entre les membres, une première historique. Quelques mois plus tard, en mars 2015, le prix du WTI se trouvait sous la barre des 50 \$ US le baril.

Il aura fallu attendre jusqu'en septembre 2016 avant qu'une entente ne soit enfin conclue et celle-ci incluait pour la première fois la Russie, le Mexique, le Kazakhstan et sept autres pays. Ce nouveau regroupement représentant environ 50 % de l'offre mondiale de pétrole a pris le nom d'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires (OPEP+). Cette nouvelle collaboration entre Riyad et Moscou a toutefois été mise à rude épreuve en mars 2020 alors que la pandémie a provoqué une chute historique de la demande de pétrole. Après le rejet par les Russes de l'ultimatum saoudien de réduire leur production, une guerre de prix a éclaté entre les deux partenaires, ce qui a fait chuter le prix du baril. Le même mois, une entente a finalement été conclue avec une coupe de production historique de 9,7 mbj.

La séquence d'une dispute

Bien que chaque dispute soit unique, leurs chronologies présentent certaines similitudes. D'abord, elles sont généralement précédées d'une période de diminution des prix du pétrole, comme en 1980, en 2008, en 2014 et en 2020. Les raisons peuvent varier, mais il s'agit généralement d'une combinaison d'une offre abondante et d'une demande plus faible. Le cartel tente habituellement de stabiliser les prix en réduisant les quotas de production. Toutefois, cela se solde généralement par un échec ou un demi-succès au mieux, et ce, pour deux raisons. La première est que les forces du marché sont simplement trop importantes. On peut penser à la croissance soutenue de l'offre américaine dans les années 2010, qui était indépendante de la volonté de l'OPEP. La deuxième est que les membres essaient autant que possible de protéger leurs parts de marché en laissant les autres réduire leur production. Les crises de 1980 et de 2014-2015 ont d'ailleurs été caractérisées par le faible respect des cibles de production. Par exemple, en décembre 2015, le cartel dépassait depuis 18 mois la production ciblée par son entente avant que l'Arabie saoudite n'augmente sa production. Lorsque la cohésion du cartel s'effrite et que l'atteinte d'un consensus devient de plus en plus difficile, une entente plus laxiste qu'à l'habitude est généralement mise en place. Enfin, le producteur pivot de l'organisation est toujours l'Arabie saoudite

et, à force de sacrifier unilatéralement d'importantes parts de marché dans le but de stabiliser les prix, elle perd parfois patience. Elle ouvre donc les valves dans le but de forcer les autres membres à retourner à la table de négociation en faisant abruptement chuter les prix du pétrole.

Une ressemblance avec la situation actuelle

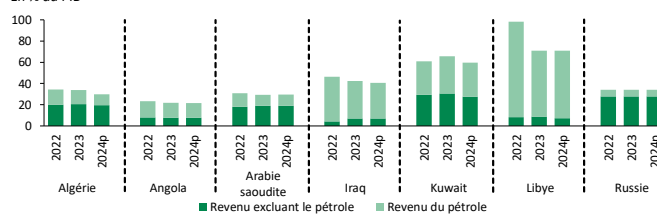
En réaction à la baisse des prix du brut qui a commencé en juillet 2022, l'OPEP+ a entrepris des coupes volontaires de production dès septembre 2022. Le cartel a depuis diminué sa production de 4,5 % et a connu un certain succès dans ses efforts pour stabiliser les cours pétroliers tandis que les prix ont rebondi à l'été 2023. La hausse des prix a toutefois été éphémère, puisque ceux-ci se sont remis à baisser à partir de septembre dernier. Pour plusieurs membres, une combinaison d'un prix plus faible et de plus petits quotas de production représente un risque important pour leurs finances publiques. La majorité des revenus gouvernementaux de l'Angola, de l'Iraq, du Kuwait et de la Libye proviennent du pétrole (graphique 3). Individuellement, ces plus petits producteurs ont avantage à augmenter leur production afin de contrebalancer les effets d'un prix du pétrole plus faible et à laisser les autres réduire leur production. Dans ce contexte, des rumeurs de désaccord quant aux quotas de production ont commencé à faire surface en novembre dernier et, à peine quelques semaines plus tard, l'Angola annonçait son retrait de l'OPEP+. Il s'agit du troisième pays à quitter le groupe au cours des dernières années, après le Qatar (2019) et l'Équateur (2020).

Graphique 3

La baisse des prix ainsi que le ralentissement économique mondial amènent des revenus plus faibles pour les pays producteurs de pétrole

Revenus du gouvernement

En % du PIB



P : prévisions

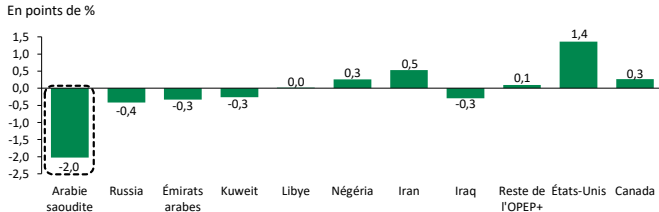
Fonds monétaire international, Bloomberg et Desjardins, Études économiques

Ici débute le dilemme habituel de l'OPEP+ et, plus particulièrement, de l'Arabie saoudite, qui a déjà sacrifié plus de parts de marché que tous les autres membres du cartel combinés (graphique 4 à la page 2). Malgré la signature d'une entente stipulant une nouvelle baisse de production de 2,2 mbj au début de 2024, l'Agence internationale de l'énergie estime que moins du quart de la réduction se matérialisera réellement. Comme par le passé, cet accord plus laxiste met le fardeau des réductions sur le dos des Saoudiens, qui tolèrent d'ailleurs déjà des parts de marché inférieures au niveau des plus récentes disputes (graphique 5 à la page 2).

Graphique 4

L'Arabie saoudite a sacrifié davantage de parts de marché que le reste de l'OPEP+ afin de stabiliser les prix du pétrole

Variation des parts de marché depuis septembre 2022*

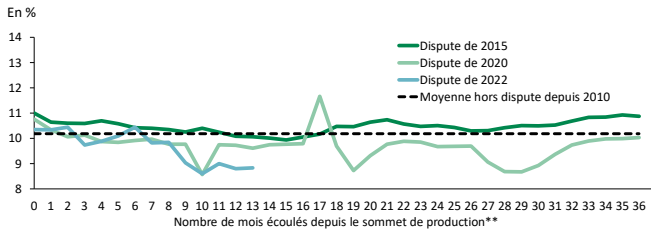


* Les parts de marché sont la production nationale de pétrole sur l'offre mondiale; OPEP+ : Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires. U.S. Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

Graphique 5

Les parts de marché de l'Arabie saoudite sont sous le niveau des récentes disputes entre les membres de l'OPEP+

Parts de marché de l'Arabie saoudite lors des disputes de l'OPEP+*



* Les parts de marché sont la production nationale de pétrole sur l'offre mondiale; **Dates des sommets de production dans l'ordre : août 2018, octobre 2018 et septembre 2022; OPEP+ : Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires. U.S. Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

Et si l'on se dirigeait vers une nouvelle dispute?

L'annonce de cette nouvelle baisse de la production a eu un effet contraire à ce qui était attendu sur les prix du pétrole, qui ont plutôt diminué. Cela signale la faible confiance du marché envers le respect de cette entente. En d'autres mots, certains pays pourraient garder une production trop élevée. Si cela se produit, le risque est que l'Arabie saoudite perde patience comme par le passé et décide d'inonder le marché afin de forcer le retour à la table de négociation des autres membres, ce qui ferait chuter davantage les cours pétroliers.

Afin d'évaluer l'effet potentiel sur le prix du WTI, analysons d'abord le cas où seulement l'Arabie saoudite et l'Angola, qui n'a plus de limite de production, produisent au maximum de leur capacité pour un trimestre. L'offre mondiale de pétrole bondirait alors de 3,3 mbj, dont 3,2 mbj proviendraient des Saoudiens, et le prix du WTI chuterait abruptement à 60 \$ US le baril en moyenne (graphique 6). Un écart d'environ 10 \$ US par baril avec le scénario de base serait par la suite maintenu jusqu'à la seconde moitié de 2025.

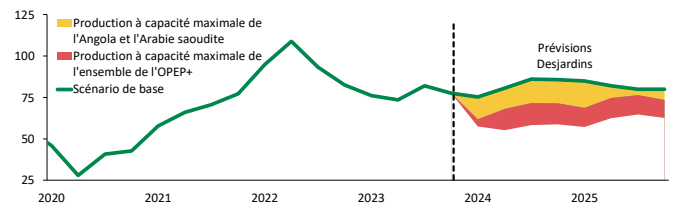
Un autre cas est considéré, où l'ensemble de l'OPEP+ produirait à capacité maximale pour un trimestre, ce qui représente une dispute majeure que nous estimons peu probable. Néanmoins, cet exercice révèle que le prix du WTI pourrait maintenir un écart d'environ 25 \$ US par baril avec le scénario de base et tomber

Graphique 6

Une escalade des tensions au sein de l'OPEP+ pourrait abruptement réduire le prix du pétrole

Prix du WTI en moyenne trimestrielle

\$ US/baril



Note : la production à capacité maximale signifie que les pays concernés produisent à leur capacité soutenable maximale, soit 12,2 mbj pour l'Arabie saoudite, 1,1 mbj pour l'Angola et 41,9 mbj pour l'ensemble de l'OPEP+; OPEP+ : Organisation des pays exportateurs de pétrole; WTI : West Texas Intermediate. Datastream et Desjardins, Études économiques

près de 50 \$ US en moyenne trimestrielle. Cela ne rend toutefois pas justice à la volatilité qui pourrait être observée au jour le jour dans les deux cas analysés, surtout dans une situation aussi imprévisible qu'une dispute majeure au sein de l'OPEP+. De plus, il est difficile de prévoir quelle forme prendraient les ententes de production après ces crises ainsi que la réaction de la demande de pétrole face aux prix plus faibles.

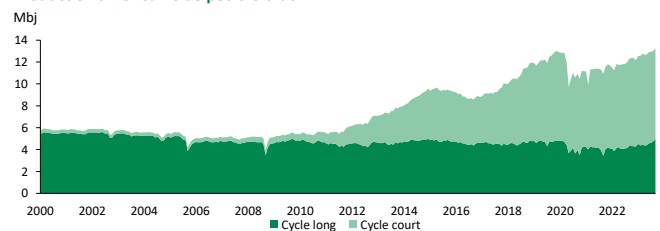
Tous les producteurs seraient perdants, mais certains moins que d'autres

La production de pétrole peut être grossièrement divisée en deux grandes catégories, soit la production à cycle court et celle à cycle long. La première permet une mise en opération rapide et à faible coût, mais demande de réinvestir fréquemment afin de creuser de nouveaux puits. L'avantage offert par ce type de production est que, lors de périodes de chute des prix, la production peut être rapidement et facilement arrêtée, puis promptement redémarrée lorsque les conditions de marché redeviennent favorables. Pour des pays comme les États-Unis, où plus de 60 % de la production provient du cycle court (graphique 7), une chute soudaine des prix provoquerait probablement une baisse temporaire de la production le temps que le niveau des prix se stabilise. Il faut tout de même mentionner que l'industrie pourrait connaître des fermetures d'entreprises, des pertes d'emplois et une baisse de l'investissement comme lors de la crise de 2014-2015.

Graphique 7

La production de cycle court représente plus de 60 % de l'offre américaine

Production américaine de pétrole brut



U.S. Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

La production à cycle long a un coût initial très élevé, mais nécessite moins de réinvestissement par la suite. C'est le cas des sables bitumineux. Ces types de projets, qui prennent plusieurs années à développer, sont ainsi vulnérables à une baisse des prix du pétrole en dessous du seuil de rentabilité établi lors de la conception. Il est habituellement plus difficile et plus coûteux d'arrêter la production dans ces installations. Pour le Canada, où environ 70 % de la production provient des sables bitumineux, une chute des prix pourrait forcer les producteurs à produire temporairement à perte comme lors de la crise de 2014-2015. De plus, les provinces productrices de pétrole comme l'Alberta, qui base ses revenus budgétaires pour l'exercice fiscal de 2024 sur un prix moyen du WTI de 78,50 \$ US le baril, pourraient voir leurs entrées d'argent diminuer advenant une baisse importante des cours pétroliers. Toutefois, les producteurs canadiens ont grandement réduit leurs coûts de production et leur endettement au cours de la dernière décennie, ce qui a amélioré leur résilience.

L'as dans la manche des Américains

Au-delà du type de production, les États-Unis disposent d'un autre important avantage avec le renflouement de la réserve stratégique de pétrole (RSP), soit la réserve d'urgence du gouvernement. Après l'éclatement de la guerre en Ukraine et l'explosion des prix du brut, le gouvernement américain a vendu 45 % de sa RSP afin de stabiliser les prix et l'approvisionnement (graphique 8). Le rachat de barils entamé depuis quelques mois pourrait ainsi servir de stabilisateur pour les producteurs nord-américains en réduisant la baisse des prix et en garantissant un certain niveau de demande. Les producteurs canadiens en bénéficieraient aussi grâce à l'intégration des deux industries. Le gouvernement américain risquerait toutefois d'être prudent quant au rythme de renflouement afin de ne pas faire grimper les prix de l'énergie dans un contexte économique fragile et pendant une année électorale.

Conclusion

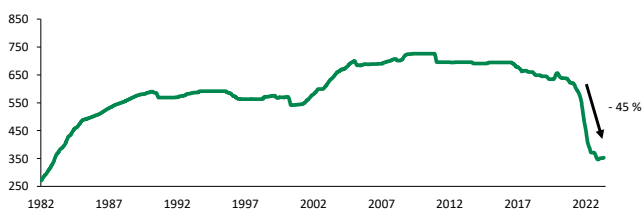
L'OPEP+ semble évoluer sur le même chemin qui a mené aux dernières crises. Si l'histoire se répète et que l'Arabie saoudite ouvre les valves, les cours pétroliers pourraient abruptement chuter. Bien que tous les producteurs seraient touchés, les États-Unis et le Canada devraient mieux braver la tempête grâce à quelques avantages, soit la production de cycle court, une meilleure résilience et le renflouement de la RSP américaine. Une dispute au sein de l'OPEP+ risquerait ainsi de braquer les membres du groupe entre eux plutôt qu'envers les États-Unis comme lors de la crise de 2014-2015. Une baisse des prix du pétrole pourrait néanmoins contribuer à réduire l'inflation davantage que prévu. Cela pourrait inciter la Banque du Canada à diminuer plus rapidement ses taux d'intérêt directeurs. Cela dit, il ne s'agit pas du premier désaccord au sein de l'OPEP+ et celui-ci pourrait se résoudre sans que le marché soit inondé, ce qui demeure à nos yeux le scénario le plus probable.

Graphique 8

Le renflouement de la RSP pourra servir de mécanisme de protection pour l'industrie pétrolière américaine en cas de chute des prix

Réserve stratégique pétrolière américaine

Millions de barils



RSP : réserve stratégique pétrolière

U.S. Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques